

POUR
TOUS RENSEIGNEMENTS,
S'ADRESSER :
45, Faubourg-Montmartre.

BUREAU CENTRAL :
23, Rue Transnonain,

BUREAU SUPPLÉMENTAIRE.
4, Rue Bertin-Poirée.

LE PATRIOTE

(AVOCAT DU PEUPLE.)

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

Paraissant Matin et Soir.

POUR
TOUTE COMMUNICATION,
Ecrire (franco)
AU CITOYEN L. BETHUNE,
Rédacteur en chef et Gérant.

ABONNEMENT :
4 fr. 50 c. pour 3 mois.

ANNONCES :
30 centimes la ligne.

Le Patriote publiera

Une revue des lettres ;
Une revue des théâtres ;
Une revue des arts ;
Une revue des sciences.

SOMMAIRE.

Liste des représentants à l'Assemblée nationale. — Profession de foi. — Plus de réaction. — La contrainte par corps. — Salubrité. — Nouvelles télégraphiques. — Faits divers. — Étranger.

Le Patriote fait un appel aux rédacteurs du Patriote de 1830.

LISTE

Des 34 Représentants du peuple pour le département de la Seine proclamés à l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Lamartine, du gouvernement prov.	259,800
Dupont (de l'Eure), du gouv. prov.	245,983
Arago (François), du gouv. prov.	243,640
Garnier-Pagès, du gouv. prov.	240,890
Marrast, du gouv. prov.	229,166
Marie, du gouv. prov.	225,776
Crémieux, du gouv. prov.	210,699
Béranger.	204,271
Carnot, minist. de l'Inst. publ.	195,638
Bethmont, minist. du Comm.	189,252
Duvivier (Général).	182,775
De Lasteyrie (Ferd.)	165,156
Vavin, ancien député.	151,003
Cavaignac (Général).	144,187
Berger, ancien député.	136,660
Pagnerre, secrét. du gouv. prov.	136,117
Buchez, adjoint au maire de Paris.	135,578
Cormenin.	135,050
A. Corbon.	135,043
Caussidière.	133,779
Albert, du gouv. prov.	133,041
Wolowski.	132,353
Peupin, ouvrier horloger.	131,969
Ledru-Rollin, du gouv. prov.	131,587
Schmidt.	124,383
Flocon, du gouv. prov.	121,865
Louis Blanc, du gouv. prov.	121,140
Recurt.	118,075
Perdiguer, ouvrier menuisier.	117,290
Bastide, du National.	110,928
Coquerel, minist. protest.	109,934
Garnon.	106,747
Guinard.	106,262
Lamennais.	104,871

PROFESSION DE FOI.

Après dix-huit années d'interruption, après avoir été porter, par suite d'une condamnation politique, nos idées républicaines en Angleterre, en Amérique, en Hollande et en Belgique, nous revenons en France faire entendre notre voix, qui, cette fois, sera écoutée. Et quelle plus belle occasion, après avoir assisté à ce combat héroïque du mouvement contre la résistance, de proclamer ces grands principes de liberté destinés à faire le tour du monde !

Ce n'est pas sans avoir étudié les grandes questions palpitantes d'intérêt, que nous nous présentons dans l'arène politique. Nous avons de vastes documents pour porter la lumière dans les esprits égarés, et pouvons-nous commencer notre publication dans un moment plus opportun ?

C'est lorsque Paris, la capitale du monde civilisé, vient d'élire ses trente-quatre représentants, que nous lançons un nouveau journal.

Nos patrons naturels, ce sont les trente-quatre

sommités de l'intelligence, de l'industrie, du travail.

Nous inscrivons sur notre bannière cette devise fondamentale : SOUVERAINETÉ DU PEUPLE !

- Respect à la propriété.
- Amour de la patrie et de la famille.
- Liberté illimitée de la presse.
- Liberté d'association.
- Liberté des cultes et de l'enseignement.

Réforme complète de toutes les institutions qui ne sont plus en harmonie avec les besoins nouveaux d'une société régénérée, ayant reçu le baptême de trois révolutions.

En 1830, le Patriote a succombé dans la lutte. Son rédacteur en a souffert en silence, et n'a cessé de combattre en pays étranger pour la sainte cause du peuple.

Aujourd'hui, éclairé par les leçons du passé, rassuré par la sublimité de la situation présente, il veillera à ce que l'avenir ne mente pas aux promesses qui ont été faites à la France.

C'est surtout par une organisation du travail bien entendue qu'on arrivera à guérir la plaie sociale.

C'est en faisant retourner des bras à l'agriculture qu'on fondera la prospérité nationale.

C'est en appliquant l'élection à toutes les parties du système administratif qu'on empêchera le retour des principes verrouillés qui ont fait écrouler l'édifice social.

Une plus longue dissertation dépasserait les bornes d'une profession de foi. Toutes les aristocraties ont disparu en France; il ne reste plus que l'influence du talent et du patriotisme. — En nous entourant des lumières des citoyens les plus éminents, nous prouverons que nous sommes à la hauteur de la grande mission que nous avons à remplir. — Quant à notre patriotisme, il ne peut être mis en doute par ceux qui nous connaissent, et nous avons suffisamment fait nos preuves.

ESPOIR ET CONFIANCE !

L. BETHUNE.

Ex-rédacteur en chef du Patriote de 1830.

Plus de réaction possible.

C'est avec des faits historiques qu'on arrive à fonder les institutions de l'avenir.

Le gouvernement provisoire a pris sous son patronage les clubs et en a autorisé la propagation.

En 1830, voilà les moyens que l'on a employés pour dissoudre la Société des Amis du peuple, dont le citoyen Flocon était un des membres les plus influents.

LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU PEUPLE, A SES CONCITOYENS.

Nous avons combattu avec vous dans les trois journées de Juillet; mais nous n'avons pas pensé que notre devoir fût accompli par l'expulsion de Charles X et de sa famille.

Le 30 juillet, en déposant les armes, nous nous sommes assemblés en vertu du droit qu'ont des hommes libres de se réunir et de se communiquer leurs pensées.

Nous avons senti la nécessité de poursuivre de nos vœux et de nos efforts les applications du principe de la liberté et de l'égalité.

Dans ce puissant intérêt, nous nous sommes proposé une série de travaux pour la réalisation de toutes les espérances qui naissent de la victoire du peuple, et de toutes les améliorations que réclame l'état de la civilisation.

Nous avons été calomniés dans nos intentions et dans nos actes. Faire connaître le but où tendent nos efforts, ce sera répondre; signaler nos adversaires, ce sera les flétrir.

Notre but est l'établissement solide et durable

des institutions politiques, judiciaires et administratives vraiment populaires, sans lesquelles il n'y a ni liberté, ni égalité, ni justice pour les individus; ni dignité, ni force pour la nation; ni stabilité pour le gouvernement.

Nous demandons l'amélioration progressive de toutes les conditions sociales, et une meilleure répartition des bienfaits de la civilisation.

Nous désirons enfin que la nation intervienne légalement dans la discussion et la gestion de ses propres affaires.

Voilà nos intentions.

Voici nos actes :

Nous nous réunissons pour étudier les véritables intérêts du pays, nous éclairer mutuellement sur nos droits et nos devoirs, surveiller et déjouer les projets des ennemis de la patrie.

Ce que nous croyons utile à tous, nous le publions.

Les vaincus de Juillet, les hommes à places, les partisans du privilège, ceux qui ne voient dans la nation qu'un troupeau à conduire et à dévorer, s'emparent d'une circonstance indépendante de toute volonté humaine, inévitable conséquence de la crise politique où nous vivons. Ils prétendent que la Société des Amis du Peuple est la cause du malaise actuel de l'industrie. Aveugles ou gens de mauvaise foi, qu'ils se souviennent de ce qui s'est fait contre l'industrie pendant les six dernières années de notre asservissement. Qu'ils regardent l'Europe : en Espagne, en Portugal, dans toute l'Allemagne, en Italie, à nos portes en Belgique, à l'extrémité du continent, en Suisse même, la victoire du peuple français a réveillé tous les sentiments nationaux et populaires; partout les idées de liberté renaissent, se font jour et dominent les intérêts ordinaires de la vie. De là, stagnation de l'industrie, ralentissement des échanges commerciaux. Là, seulement, est la véritable cause de ce malaise passager que nos accusateurs entretiennent et prolongent par leur obstination, maladroite sinon coupable, à refuser à la France les conséquences nécessaires de la révolution de Juillet.

Ils nous craignent, et veulent associer à leurs craintes ceux avec qui et pour qui nous avons combattu.

La publicité de nos séances les effraye; non parce qu'ils ne connaissent pas la droiture de nos intentions, mais parce qu'ils ont intérêt à ce que vous ne la connaissiez pas.

Se dire Ami du Peuple, c'est, pour eux, se dire ennemi du gouvernement; comme s'ils avouaient, sans le vouloir, qu'aimer le peuple c'est nécessairement les haïr.

Qu'ils se contentent de notre dédain.

Quant à vous, Citoyens, vous comprendrez, sans doute, quelles sont les vues de ceux qui cherchent à jeter la désunion parmi nous.

Eux seuls ont intérêt à nous calomnier.

Défez-vous de ces hommes.

Ce n'est pas nous, Amis du peuple, qui tous les jours fraternisons avec vous de travail et d'intérêts, ce n'est pas nous qu'il faut craindre et accuser; c'est le parti vaincu, ce sont les hommes qui n'ont pas rougi de se proclamer mensongèrement les sauveurs de la France, pour puiser dans les événements de Juillet le rajeunissement d'un mandat qu'ils avaient répudié la veille du combat; mandat sans force entre leurs mains, qu'ils eussent déserté sans pudeur, si l'élan spontané, électrique du peuple ne leur eût rendu le courage facile de le revendiquer.

L'attitude grave et paisible de nos séances y appelait chaque jour un plus grand nombre de citoyens; un public, sur la composition duquel nous étions sans autre influence que celle de la droiture et de la franchise patriotique, s'associait à nos travaux, et ses applaudissements les encourageaient parfois.

La publicité des séances des Amis du Peuple effraya nos ennemis. N'osant employer contre nous la violence, ils résolurent de troubler nos travaux. Le procès-verbal de notre dernière séance en fournit la preuve.

Procès-verbal de la séance du 25 octobre 1850.

A huit heures, la séance est ouverte. Le tumulte causé au dehors par quelques malveillants empêche d'abord la lecture du procès-verbal; mais bientôt le silence se rétablit, et le procès-verbal est adopté sans réclamation.

Un membre demande la parole pour une proposition. (Profond silence dans l'assemblée. Le bruit du dehors s'y fait pourtant entendre par moments.) Messieurs, dit l'orateur, il peut paraître singulier de voir continuer des travaux graves et paisibles au milieu du bruit qu'on se plaint à élever autour de nous; mais nous ne sommes en rien émus de ce qui se passe au dehors. Que les perturbateurs subissent seuls la responsabilité de leurs actes. Nous ne devons leur répondre que par notre calme. (Assentiment général.)

Ici, l'orateur annonce qu'il a reçu une lettre ayant pour but de demander le concours de la société pour l'établissement d'une banque d'échange des produits de l'industrie. Il conclut en demandant que cette lettre soit renvoyée à une commission. (Appuyé! appuyé!)

Un second opinant : Je demande le renvoi à la commission industrielle. Le renvoi est adopté.

Un membre : Messieurs, je ne pense pas que le bruit excité autour de nous par la malveillance puisse interrompre nos travaux. Nous sommes forts contre les perturbateurs, car nous avons la conscience de notre dignité. Nous sommes forts, non par notre nombre, mais parce que nous avons pour nous la vérité. Je vous entretiendrai donc d'une proposition que je devais développer aujourd'hui, et sur laquelle j'appelle un sérieux examen. Il s'agit d'une pétition au roi pour l'extension de l'entrepôt aux villes de l'intérieur. C'est encore un privilège à combattre que le monopole des entrepôts pour certaines villes.

Renvoi à la commission industrielle.

Le bruit extérieur redouble. M. le président invite les spectateurs au silence. Deux ou trois perturbateurs sont expulsés par le public.

Un secrétaire demande qu'il soit procédé à la formation des bureaux par la voie du sort. Cette proposition est adoptée. On procède aussitôt à la formation des bureaux.

Pendant cette opération, un capitaine de la garde nationale est introduit, et réclame la parole. Elle lui est accordée.

Le capitaine : Messieurs, je n'ai aucun ordre à donner ici, vous êtes dans votre droit; mais je viens officieusement vous annoncer un fait que vous ignorez sans doute. Une foule considérable s'attroupe à votre porte; votre séance est l'occasion d'un rassemblement de deux mille personnes dans la rue Montmartre; peut-être feriez-vous bien de l'ajourner. Remarquez que je n'ai point de mission, mais je viens vous donner un simple avis.

Un membre demande et obtient la parole : Messieurs, dit-il, j'appuie cette proposition... (Bruit.)

Un officier d'état-major entre dans l'assemblée. Messieurs, dit-il, je viens au nom du général Lafayette. (Profond silence.) Nous n'avons aucun ordre à donner ici, mais nous vous prions de renvoyer votre séance à un autre moment, dans l'intérêt de l'ordre public.

Un membre : J'appuie, dans l'intérêt de l'ordre, la proposition qui vous est faite; mais je crois utile de constater que nous nous séparons volontairement, et de décider que nos séances seront continuées. Montrons-nous amis de l'ordre, mais ne laissons pas prescrire nos droits. Il faut

aussi qu'on sache qu'ici tout s'est passé dans l'ordre et le calme. Il faut qu'on sache que le désordre a été excité au dehors par la malveillance. Il faut qu'on sache surtout que le ministère a prédit ce matin des désordres, et que ces désordres ont eu lieu ce soir sans que nous y ayons pris part. Je demande que les deux officiers, ici présents, nous donnent leur adresse pour que nous puissions réclamer leur témoignage.

Les deux officiers se rendent à cette invitation. La société, consultée, décide que sa prochaine séance aura lieu sur convocation à domicile.

La séance est levée aussitôt; les sociétaires se retirent en ordre et en silence.

PLUS DE CONTRAINTE PAR CORPS.

On a ajourné la loi sur la contrainte par corps, et, en attendant, le Gouvernement provisoire en a suspendu l'exécution.

Nouveau progrès, car voilà ce qui s'est passé en 1830.

Les détenus pour dettes qui ont recouvré la liberté dans les immortelles journées de Juillet, et qui la plupart ont participé, les armes à la main, à ces grands événements, se plaignent d'être poursuivis, traqués et incarcérés de nouveau par la police.

Ce fait nous a paru important, extraordinaire, incroyable; cependant des renseignements certains ne nous permettent pas de le révoquer en doute, et ne nous laissent que le triste avantage de signaler, de la part de l'administration nouvelle, une tendance déplorable à rentrer dans les anciennes voies, pour saper encore dans la liberté individuelle la base de la liberté publique.

Les détenus pour dettes ont été délivrés par un acte du peuple souverain. La nation française, représentée par la population de Paris, brisa d'hord les fers du despotisme politique, et s'attaqua ensuite à quelques institutions particulières, derniers vestiges des abus les plus odieux. C'est ainsi que les barrières furent détruites, que l'on fit invasion dans plusieurs établissements jésuitiques, c'est ainsi que le peuple et la garde nationale ouvrirent les portes des prisons pour dettes.

La plupart des actes de la puissance populaire ont été maintenus, ou même consacrés. D'où vient donc que la police seule s'arroge le droit de les révoquer?

L'article 4 de la nouvelle charte déclare que la liberté individuelle est garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Que les tribunaux qu'on a si mal épurés continuent d'appliquer la loi draconienne de la contrainte par corps, on ne peut que gémir d'une aussi épouvantable anomalie avec tous les principes de notre révolution. Mais de quel droit et en vertu de quelle loi peut-on reprendre des détenus mis en liberté par la volonté qui fait les lois et qui change la forme des gouvernements? De quel œil Philippe, appelé au trône par la puissance populaire, peut-il voir la police défaire ce que la révolution a fait?

D'ailleurs, quel est le pouvoir de la police? Disons mieux, quel est le titre de son existence? La charte n'en parle pas, et, par cela même, semble l'abolir ou la méconnaître. L'article 59 a bien conservé le code civil, et les lois qui ne sont pas contraires au pacte fondamental. Mais la police qui fait arrêter des individus mis en liberté par la souveraineté du peuple attente évidemment à la liberté individuelle consacrée par la charte.

Si l'atroce loi du *par corps* existe encore, qu'on laisse du moins aux gardes du commerce tous les frais et tous les dangers de son exécution. La loi civile a déterminé des formes protectrices, à la faveur desquelles les débiteurs sont avertis, et peuvent prendre leurs mesures. Les nouveaux frais à exposer par les créanciers rebutteraient le plus grand nombre d'entre eux, surtout après un essai inutile qui les a convaincus de l'impuissance de leurs débiteurs.

Enfin, par le mode ordinaire d'arrestation, tous les débiteurs malheureux et honnêtes seraient à l'abri de nouvelles vexations. Il n'y aurait de danger que pour ceux qui sont en butte à l'inimitié ou à la vengeance de créanciers implacables. Eh bien! c'est à ceux-là que la police a officieusement prêté son secours! et c'est M. Girod (de l'Ain) qui favoriserait un pareil arbitraire! Ah! croyons qu'il l'ignore, et que quelque suppôt de Delaveau et de Mangin, conservé à la police, a pris sur lui de perpétuer, sous le ré-

gime de la liberté, ces traditions des *lettres de cachet*.

Est-ce donc pour souffrir de telles indignités que nous avons bravé la mitraille des séides du despotisme? Les captifs de Sainte-Pélagie n'ont-ils pas payé leur rançon quand ils ont versé leur sang pour la liberté?

Qu'on ne s'y trompe point, la révolution de 1830 n'a pas consommé l'œuvre. Nous sommes loin de désirer une autre pérépétie; mais si nous n'obtenons pas le redressement des griefs intolérables dont on se plaint depuis si longtemps; si les détenus pour dettes, qui presque tous sont de la classe du peuple, ne reçoivent au plus tôt un adoucissement au régime oppresseur qui les tenait dans l'ilotisme, la somme des mécontentements généraux et particuliers peut s'accroître au point de pousser une nation qui connaît sa force à la conquête d'une liberté illimitée.

Les peuples ont assez fait preuve de patience.

Lorsque la liberté promise par les lois se réduit à un vain simulacre, ils l'arrachent avec énergie d'entre les mains de l'imprévoyance et de la duplicité.

Salubrité, Voirie de Montfaucon.

Au moment où il se signe une nouvelle pétition pour la suppression de la voirie de Montfaucon, nous croyons utile de faire connaître au public que l'autorité administrative jusqu'à ce jour a maintenu volontairement et illégalement une foule de règlements et ordonnances de police pour se conserver le monopole qu'elle s'est approprié des produits de vidange déposés à cette voirie.

De nouveaux modes de vidange et de fabrication d'engrais ayant eu pour but de concourir au progrès et aux améliorations que réclament encore tous les systèmes pratiqués jusqu'à ce jour, se sont produits; mais, nous le disons à regret, l'autorité n'a admis de ces différents modes que ceux qui ne peuvent rien changer à l'état actuel de la voirie, ni porter atteinte au produit qu'elle en retire.

De nombreuses commissions, composées toutes de savants distingués, ont été d'un avis unanime sur la suppression de Montfaucon. Divers moyens consignés dans leurs rapports ont été proposés; mais toujours les règlements et ordonnances ont été opposés à l'application de tout ce qui pouvait améliorer l'état actuel, et faire sortir l'industrie de la vidange et la fabrication de la poudrette, de leur classement parmi les établissements appelés *insalubres*.

Nous pensons donc qu'il est nécessaire de faire connaître à tous les propriétaires, signataires ou non de cette nouvelle pétition, que plusieurs arrêts de cours royales et de la cour de cassation ont reconnu et consacré aux propriétaires, dans plusieurs villes de France, le droit de disposer des matières extraites de leurs fosses d'aisances. Comment pourrait-il en être autrement pour la ville de Paris?

Chaque propriétaire pourrait utiliser le produit de sa fosse sans aucun inconvénient et avec de nombreux avantages pour la salubrité des maisons et la suppression générale des voiries (dépôts de matières stercorales) par une disposition convenable donnée à la fosse dite de construction, ou en adoptant un système de fosse particulière qui opérerait complètement à l'instant même de leur projection, la séparation des matières solides des liquides, les premières désinfectées à mesure qu'elles arrivent; les secondes, épurées et clarifiées, de manière à pouvoir être versées sur la voie publique ou à pouvoir, étant ainsi assainies, être utilisées par une industrie particulière. Ces nouvelles fosses, outre les nombreuses économies de construction de vidange qu'elles procureraient, donneraient à chacun la facilité d'extraire et disposer d'un produit qui lui appartient.

Nous ne saurions trop le répéter, les propriétaires à Paris et partout peuvent, comme dans les villes en faveur desquelles les arrêts sont rendus, disposer des produits de leurs fosses d'aisances; il dépend de leur volonté seule d'obliger l'autorité au retrait et à la modification de toutes ces ordonnances plus ridicules dans leur conception que dans leur application, et qui, jamais, en raison des nouvelles dispositions que nous leur conseillons de prendre dans l'intérêt général, ne pourraient, sous aucun prétexte, les atteindre légalement.

Des procédés de vidanges plus rationnels et conformes aux idées que nous avons émises ont été produits; ils blessaient les intérêts des compagnies de vidangeurs associés et du monopole de la voirie: aussi ils ont éprouvé de la part de

l'ancienne administration toutes les tracasseries d'un mauvais vouloir et d'une opposition systématique. Nous avons lieu d'espérer que sous le régime actuel ils auront leur plein et entier développement, et que l'on ne se contentera pas de transporter un cloaque d'infection, mais qu'on arrivera enfin à pouvoir le supprimer tout à fait.

LES CLUBS.

On parle de la dissolution de plusieurs clubs au moment des séances de l'Assemblée nationale. Le cercle-club de la Garde nationale fait un appel aux bons citoyens. Au lieu de battre en retraite, c'est le cas de serrer les rangs. Que de projets à élaborer pour détruire les abus!

Notre avis est que les clubs sont les sentinelles avancées du progrès, la sauvegarde des institutions républicaines, et qu'on ne saurait trop recommander aux membres qui en font partie, du zèle, de l'assiduité et de nobles efforts pour la consolidation des grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

RÉSUMÉ DES ACTES DE LA COMMISSION DU GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

La France vient d'élire ses représentants; dans quelques jours ils se trouveront réunis. Parmi les grands problèmes qu'ils auront à résoudre figure en première ligne la question de l'organisation de l'industrie.

Dans ces circonstances, la commission du gouvernement pour les travailleurs, siégeant au Luxembourg, a cru qu'il était de son devoir de soumettre aux élus de la nation ses idées, ses doctrines et le résultat de ses travaux.

Les membres de la commission sont sans contredit des hommes éclairés, honorables et pleins de sympathie pour les classes laborieuses; mais peut-être n'avaient-ils pas suffisamment mesuré toute l'étendue, toute l'importance de la mission qu'ils ont acceptée. Leur tâche était difficile et périlleuse. Comment concilier toutes les prétentions, toutes les exigences, toutes les rivalités qui existent dans une société livrée depuis longtemps aux désordres d'une concurrence anarchique? Il eût été impossible d'appliquer immédiatement un remède efficace: il a fallu se borner à des expédients, à des palliatifs; mais du moins on est parvenu à neutraliser les principaux ferments de discorde et d'antagonisme.

Appelés souvent comme arbitres dans les contestations des maîtres et des ouvriers, les membres de la commission ont opéré des conciliations assez nombreuses. Quelques-unes de leurs décisions ont donné lieu, il est vrai, à de vives critiques: le décret qui diminue la durée du travail a été particulièrement l'objet d'un blâme sévère. Mais, outre les considérations de justice et d'humanité qui prescrivaient cette mesure, on doit reconnaître qu'il y avait là, le lendemain de la révolution, une question de guerre civile. D'ailleurs les chefs d'industrie s'étaient empressés d'adhérer à la demande des ouvriers.

La commission a émis quelquefois des théories très-contestables; mais elle a proclamé et soutenu avec éclat le grand principe de l'association, qui, largement appliqué, vivifierait promptement les sources du travail. Il appartient à l'Assemblée nationale de réaliser toutes les conséquences de ce principe, et de constituer définitivement l'ordre, la paix et l'harmonie dans notre vieille société française.

Dépêches télégraphiques.

Nomination des Représentants du Peuple dans les départements.

ALPES (BASSES). — Leydet, de Sisteron.

Denvise, des Mées.

Duchaffault, de Digne.

Chaix, de Rier.

ARDENNES. — Talon, cultivateur.

Blanchard, avocat.

Payer, chef du cabinet des affaires étrangères.

Mortimer-Ternaux.

Liver.

Drappier.

Tranchard, de Vouziers.

Robert (Léon).

BOUCHES-DU-RHÔNE. — On donne comme cer-

taine la nomination de

MM. Barthélemy, mai-

re de Marseille.

Lamartine.

Ollivier (Démsth.).
Sauvaire de Barthél.
Berryer, ex-député.
Astoin.

Il est probable que M. Thiers ne passera pas.
CHARENTE. — Mathieu Bodet, avocat, membre du conseil général.

Vallée, sous-commissaire à Ruffec.

CÔTE-D'OR. — Monnet, ancien notaire.

Maire, de Monthard.

Mauguin, ancien député.

Magnin (Philippon), maître de forges à Dijon.

Godard Poussignol, membre du conseil général.

Bouqueret (Edouard).

James Demontry, commissaire du gouvernement.

Joigneaux, réd. du *Châtillonnais*.

Lamartine.

Perrenet.

DRÔME. — Bonjean, avoc. à la cour de cassation.

Mathieu, publiciste à Romans.

Bayard, propriétaire à St-Donnat.

Sautayra, sous-commissaire à Montélimart.

Rey, membre du conseil général.

Curnier, ex-commissaire du gouvernement à Valence.

Morin, propriétaire.

Belin, avocat.

GARD. — Teulon, ancien député.

Javant, commandant.

Béchar, ancien député.

Larcy, ancien député.

Bemians, avocat général.

Roux Carbonnel.

Reboul, poète.

Labruyère (carme).

Bousquet, ancien député.

Chapot, avocat.

GER. — Gavarret, avocat, ancien député.

Alem-Rousseau (Alexandre), avocat.

Boubée.

Gounon jeune.

Subervic, général.

Ayries, ancien député.

David.

Carbonneau, avocat.

LANDES. — Armand Marrast.

Bastiat (Frédéric).

Lefranc (Victor), comm. du Gouver.

Duclerc, sous-secrétaire au ministère des finances.

Duprat-Pascal.

Vergers (Gustave), commissaire général du Gouvernement.

Marrast (François), propriétaire.

LOIRE (HAUTE). — Breymand.

Grellet (Félix).

Lafayette.

Laurent, avocat.

Babon, maire du Puy.

Charbonnel.

Avond (Auguste).

Lagrevol.

LOT-et-GARONNE. — Paul Vergnes, avocat.

Dubruel, comm. du Gouver.

Mispoulet.

Tartas, général.

Baze, avocat.

Irène Luppé, propriétaire.

Radouet - Lafosse, général d'artillerie.

Boissie, membre du conseil général.

Berard, lieutenant d'art. ex-commis. du Gouvernem.

LOZÈRE. — L'abbé Fayet.

Desmolles.

Comondré, avocat.

MANCHE. — Vieillard, ex-député, commissaire du

Gouvernement.

Havin, ex-député.

Laumondais, avocat.

Demesange, prés. du trib. de Mortain

Boulatignier, conseiller d'Etat.

Digue, président à Saint-Lô.

De Tocqueville, ancien député.

Delouché, avocat.

Abraham Dubois, ancien député.

Perrée, gérant du *Siccle*.

Dudouy, avant à Coutances.

Desessarts, conseiller de C. d'appel.

Gaslonde, profess. de droit à Dijon.

Reybel, directeur des travaux hydrauliques à Cherbourg.

Lempereur, ex-député.

MARNE (HAUTE). — Montrol.

Chauchard.

Toupet.
Valferdin.
Delarbre.
Milhous.
Couvreur.

MAYENNE. — Bigot, ancien député.
Jainet, agriculteur.
Goyet-Dubignon.
Duboy-Fresnoy, capitaine du génie.
Jules Roussel, maître de forges.
Dutheil.
Chenais, ancien député.
Boudet, ancien député.
Cormenin.

MEURTHE. — Marchal, ancien député.
Liouville, de l'Institut.
Lafize, avocat.
Viox, sous-commissaire à Lunéville.
Saint-Ouen, avocat.
De Ludre, ancien député.
Charron fils, ancien notaire.
Vogin, ingénieur.
Leclerc, maître serrurier.
(Deux représentants à connaître.)

MOSELLE. — Dornès aîné.
Woirhage, procureur général.
Jean Reynaud, à Thionville.
Labbe, ancien notaire.
Deshayes, propriétaire.
Bardin, répétiteur à l'École polyt.
Espagne, cultivateur.
Totain, ouvrier maçon.
Poncelet, colonel du génie.
Valette, inspecteur des écoles prim.
Antoine Joseph, brasseur.

PYRÉNÉES (BASSES). — Mogué, commissaire du gouvernement.
Condou, maire d'Oloron.
Boutoux, maire de Bayonne.
Renaud, propriétaire.
Armand Marrast.

Lerembourg, sous-commissaire à Bayonne.
St-Gaudens, sous-commissaire à Orthez.
Dariste, propriétaire.
Jules Lestapis, propriétaire.

ETCHEVERRY, négociant.
Laussat, propriétaire.

PYRÉN.-OR. — Arago (François).
Guittier.
Arago (Emmanuel).
Arago (Etienne).
Lefranc.

TARN. — Daragon (Charles), ancien député.
Griselard, négociant.
Carayon-Latour, ancien député.
Tonnac, capitaine de génie.
Et. de Voisins, propriétaire.
Mouton.
Le colonel Rey.
Saint-Victor.

Victor de Puysegur, propriétaire.
VAUCLUSE. — Paul Laboussière, ex-député.
Eugène Raspail, ingénieur.
Reynaud Lagardette, propriétaire.
Elzéar Pin, agriculteur.
Agricol Perdiguier, ouv. men.
Bourbousson, médecin.

VENDÉE. — L'abbé de l'Epiney, grand-vicaire à Luçon.
Grelier Dufougeroux, propriétaire.
Mareau, propriétaire.
Defontaine-Guy, ancien magistrat.
Rouillé, avocat.
Rouillé de l'Ecluze, avocat.
Luneau, ancien député.
Definguy, propriétaire.
(Un représentant reste à nommer.)

Autres dépêches télégraphiques.

Insurrection à Rouen.

Le directeur du télégraphe de Rouen m'annonce ce qui suit :

« Il y a des troubles dans la ville ; les troupes de la garnison et la garde nationale sont sous les armes ; il est très-difficile de parvenir à la place de l'Hôtel-de-Ville, centre des désordres. Des barricades ont été élevées ; on parle de morts et de blessés. »

« 27 avril 1848, à minuit et demi. »

« Le général commandant la 14^e division militaire à M. le ministre de la guerre. »

« Il est minuit : nous nous battons depuis six heures contre un attroupement considérable qui répond à notre feu. »

« La journée de demain sera plus rude encore. »

« Envoyez-nous des renforts : il y a urgence. »

« 28 avril 1848, à 4 heures 1/2 du matin. »

« Le procureur général à M. le ministre de la justice. »

« Une émeute a eu lieu hier soir ici, après le résultat connu des élections. Elle a été promptement réprimée par la garde nationale et la troupe de ligne. Il y a huit hommes tués et quinze blessés. »

« Donnez-moi des nouvelles de Paris, dans la journée, par le télégraphe. »

FAITS DIVERS.

L'Assemblée nationale, journal réactionnaire, dit dans un de ses numéros que son gérant est prêt à verser son cautionnement.

Qui parle de mesures préventives contre la presse ? Les ennemis de la République.

A bon entendeur, salut !

Au rédacteur du PATRIOTE.

Nous ne cessons de répéter depuis deux mois que la moralité de la république réclame impérieusement des mesures efficaces pour réformer les abus des administrations financières.

Nous disons que la réforme doit être telle qu'elle empêche tout retour aux idées de favoritisme, de camaraderie et peut-être même de corruption.

Nous disons enfin que cette réforme, radicale dans son ensemble, doit être confiée à une commission spéciale d'employés de tous grades.

Mais on est resté sourd à notre voix ; c'est en vain que, pénétrés de la nécessité d'atteindre ce but, douze délégués des employés des douanes s'étaient présentés le 5 courant au cabinet du ministre des finances et y avaient déposé une adresse dans ce but : ils attendent encore aujourd'hui l'audience qu'ils avaient demandée.

Que signifie cet oubli dans lequel on les laisse ? Egalité, Fraternité, nobles emblèmes de la liberté conquise par le peuple, ne seriez-vous donc déjà que de vains mots ?

On serait, en vérité, tenté de croire que la République, comme la monarchie déchue, voudrait faire des emplois une monnaie électorale.

Et cependant, l'employé, frappé d'une réprobation imméritée, unanimement repoussé aux premières élections de la garde nationale de toutes les candidatures, attend avec impatience qu'on veuille bien enfin le relever dans l'opinion publique.

Un simple décret qui règle d'une manière positive tout avancement administratif et mette l'employé à l'abri du soupçon de devoir sa position au favoritisme, suffira pour lui rendre l'estime générale à laquelle il n'a cessé d'avoir droit.

La publicité est le seul moyen d'éclairer les ministres aux yeux desquels la lumière a peine à pénétrer ; c'est à ce titre que je viens réclamer de vous l'insertion de cette lettre dans votre journal : la question qu'elle traite est d'une utilité trop générale pour ne pas me laisser espérer que ma demande sera accueillie avec faveur.

Recevez, etc.

UN EMPLOYÉ.

— Parmi les clubs qui se distinguent par leur bonne tenue, on peut citer le club de la Garde nationale, qui va joindre à son titre celui de Club de l'Assemblée nationale.

— Aujourd'hui dimanche, à une heure, réunion au club des Décorés de Juillet, à l'ancien Etat-major, place du Carrousel.

— Il se prépare une croisade chrétienne pour fonder la république en Italie. La légion qui partira de France aura des drapeaux bénis par Pie IX.

— Une concession de terrain doit être accordée par le maire de Paris pour un théâtre d'été aux Champs-Élysées. — Il faut au peuple du pain et des spectacles !

— Sous le titre de Manifeste électoral, il a été publié un écrit réellement prophétique. On y lit ces lignes :

« Nommons non des hommes riches, mais des citoyens indépendants par leur position sociale, des travailleurs gagnant leur existence à la sueur de leurs fronts. Que l'agriculture soit représentée par ces fermiers bons, généreux, philanthropes, connus par leurs vertus : leurs noms ne sont-ils point gravés dans tous les cœurs, et un placard a-t-il besoin de les signaler à l'attention publique ? Nous comprenons la candidature pour les élections de la garde nationale, mais nous ne la comprenons pas pour l'Assemblée constituante. Est-ce cette intelligente population parisienne qui peut se tromper sur trente-quatre noms, sommés de l'intelligence, de l'industrie, du travail ? Que ces trente-quatre noms sortent purs de l'urne électorale, purs de

toute influence. Que chaque aspirant à la représentation nationale imite la réserve des membres du Gouvernement provisoire, qui se refusent à signer un mandat impératif, à lancer une profession de foi ; et quelle plus belle profession de foi que les actes de certains membres du Gouvernement provisoire ! A-t-on besoin de demander à Lamartine son brevet de capacité, son certificat de civisme ? Et Marrast, cet émule d'Armand Carrel, ce tribun populaire, craint-on que son avenir mente à son passé ? Ah ! ce serait faire injure à ces deux cœurs d'élite si on exigeait d'eux des garanties. »

(Note du rédacteur.)

Il semble que les électeurs, par leur choix, aient voulu donner raison à l'auteur du manifeste.

La nouvelle concernant l'abandon du rachat des chemins de fer, que nous avons été les premiers à publier dans la République d'hier, s'est répandue aujourd'hui à la Bourse et dans tout Paris. Ce que nous avions prévu est arrivé : les actions de chemins de fer ont baissé dans une sensible proportion. Les actions du chemin de Rouen ont été en baisse de 15 fr. ; celles de Marseille et de Vierzon en baisse de 10 fr. ; et celles de Lyon en baisse de 7 fr. 50. On voit, par ce seul fait, que les actionnaires ne sont pas ceux qui étaient le plus opposés au rachat des chemins de fer par l'Etat.

Certains journaux prétendaient ce matin savoir de source certaine que « le décret relatif à la reprise des chemins de fer par l'Etat était à l'imprimerie du Moniteur. » Un journal du soir qui reçoit ordinairement les communications de l'Hôtel-de-Ville, est autorisé à déclarer, mais seulement aujourd'hui, que le décret dont il s'agit n'a pas été rendu.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — GRAND-DUCHÉ DE BADE. — Le 24 avril aura été pour le pays de Bade, et peut-être pour toute l'Allemagne, une journée néfaste. Les corps francs républicains s'étaient portés de divers points vers Fribourg. Déjà, dans la journée de dimanche, ainsi que nous l'avons annoncé, un combat a été livré, mais il n'a mené aucun résultat. La troupe s'est retirée à une lieue de la ville. Le 24, après d'inutiles négociations, le combat s'engagea de nouveau.

Les troupes s'étaient emparées de la ville à midi ; mais en dehors la lutte continuait : les corps francs qui occupaient les hauteurs et la forêt firent de nombreuses décharges, et l'on entendait encore vers le soir des coups de canon qui se succédaient sans interruption.

Ces nouvelles sont en partie confirmées par le bulletin suivant, que vient de publier le gouvernement badois sous la date du 24 avril :

« Hier, entre trois et quatre heures du soir, au moment où les troupes commandées par le général Hoffmann allaient entrer dans Fribourg, la colonne des insurgés qui s'était formée à Todtnau, est descendue des hauteurs de Gündersthal. Les troupes se retournèrent aussitôt contre elle. La fusillade a duré de quatre à sept heures. Les rebelles ont été mis en fuite. Après avoir bivouaqué dans les environs de Fribourg, les troupes se sont dirigées ce matin sur cette ville, dont les portes étaient barricadées. Des coups de fusil s'étant engagés aux entrées de la ville, le canon fut tiré sur elle. »

« A onze heures et demie les troupes avaient enlevé les barricades, et elles ont pu pénétrer dans la ville, dont les rebelles sont parvenus à s'échapper. Fribourg est aujourd'hui au pouvoir des troupes ; tout est tranquille. »

« Signé BECK. »

D'un autre côté, nous recevons de Bâle les nouvelles suivantes, en date du 25 avril :

« Les corps francs étaient barricadés sur plusieurs points de la ville qui étaient en leur pouvoir. Ils furent expulsés de leur position à grands coups de canon. L'hôtel du Paon, qu'ils occupaient, et la rue des Jésuites furent, à plusieurs reprises, balayés à coups de mitraille. La ville, selon toute apparence, a dû beaucoup souffrir, malgré son attitude neutre. Dans les environs du chemin de fer, le combat était acharné. »

« Un des conducteurs et un garde du convoi de deux heures quinze minutes furent blessés par les balles des insurgés ; un sous-officier d'artillerie, se rendant à Mullheim, a été tué. On ignore encore le chiffre des pertes éprouvées ; on cite notamment le 2^e régiment badois et un régiment hessois, qui ont dû essuyer des pertes nombreuses dans leurs poursuites dans les montagnes. »

« Les troupes étaient déjà en possession de la ville vers midi, mais le combat au dehors continuait toujours, et on entendait encore des coups de canon dans la soirée. »

« Les Allemands venus de France, au nombre de 2,000 à 3,000 environ, ont, à ce qu'on présume, traversé le Rhin près de Kems. Hecker doit être du nombre. Nous n'avons pu savoir avec certitude ce qu'est devenue cette troupe. »

P. S. Un des chefs des corps francs républicains nous communique à l'instant les détails qui suivent :

« Dimanche soir, le 23 avril, après un combat de plusieurs heures, les troupes se sont retirées dans la direction de Saint-George. Des barricades furent élevées pendant la nuit par les Fribourgeois, qui fortifièrent aussi plusieurs points de la ville. Le Prédigerthor, le Schwabenthor, les portes de Brisach, des Souabes et le Zeringerthor étaient barricadées et protégées par des canons. »

« Lundi matin, entre huit et neuf heures, les troupes de Nassau, les Hessois, les Badois et les Bavares, au nombre de 12,000 hommes et 40 canons, arrivèrent devant Fribourg, entourèrent la ville et commencèrent leur attaque sur tous les points à la fois. »

« Le combat le plus acharné fut livré à la porte de Brisach ; il ne cessa que quand les défenseurs de cette barricade, au nombre de 80 environ, furent tombés. On se battait encore à cette porte quand de tous côtés déjà les troupes pénétraient dans la ville ; les corps francs furent alors attaqués par derrière, et c'est ainsi que se termina ce combat, qui dura près de trois heures et qui fut soutenu seulement par 800 hommes mal armés et manquant de munitions contre un régiment de chasseurs, un régiment de cuirassiers, un régiment de dragons, un régiment de cheval-légers, contre toute la brigade de l'artillerie badoise et les canons des Hessois et des Nassoviens. Presque tous les combattants étaient des paysans des environs, des ouvriers et des artisans. »

« L'étudiant Langsdorf, l'un des chefs des corps francs, fils de l'ex-ambassadeur autrichien de ce nom, et Engler, horloger, étaient les chefs de cette petite troupe. Cette poignée de braves n'avait pas seulement à combattre les ennemis du dehors, mais elle avait aussi à lutter contre la trahison et la trahison de beaucoup de bourgeois de Fribourg. Pour construire les barricades, ils furent obligés de chercher de force dans les maisons chaque pique et chaque pelle, de prendre d'assaut l'Hôtel-de-Ville pour se procurer des canons. La goutte de vin qu'ils buvaient, le morceau de pain qu'ils mangeaient, ne leur étaient délivrés qu'en payant argent comptant, tandis qu'au contraire les troupes étrangères furent accueillies par des vivats et très-bien hébergées à leur entrée en ville. Il est bon de remarquer encore que la moitié des Fribourgeois sont des fonctionnaires et des pensionnaires de l'Etat. »

« Plus de la moitié des corps francs ont péri martyrs de la liberté à Fribourg ; d'autres ont été mis en déroute. Ceux qui furent pris les armes à la main ont été maltraités d'une manière affreuse et immédiatement fusillés. C'est à peine si, sur les 800 ou 1,000 combattants, 200 ont pu s'échapper à travers les lignes ennemies pour regagner la troupe de Sigel, dont l'approche était attendue. »

« Sigel, en effet, avançait du côté de Fribourg, vers quatre heures, avec 5,000 hommes ; mais il était trop tard ! Les troupes se dirigèrent immédiatement après leur entrée en ville et au pas de charge vers la colonne de Sigel, qui s'approchait au bruit du canon. Le combat recommença ; mais le fugitif Enhler, arrivé ici ce soir, et qui nous a communiqué ces détails, qui a lui-même pris une part active au combat et qui a vu tomber son frère à ses côtés, n'a pu nous donner des renseignements précis sur l'issue de cette nouvelle rencontre. Il ignore aussi complètement ce que sont devenus Hecker, Struve et Weissbar. »

« Les troupes ont aussi éprouvé de grandes pertes. »

« Les troupes de Bade et de Nassau se sont surtout fait remarquer par leur cruauté. Un vieillard de quatre-vingts ans, une femme et plusieurs enfants ont été tués à coups de fusil par une soldatesque effrénée. Beaucoup de citoyens connus pour leurs opinions républicaines ont été arrêtés, quoiqu'ils n'aient pas pris part à la lutte ; on cite parmi eux M. Rotteck, avocat, fils du célèbre historien ; M. Reich, avocat, et le docteur Faller. »

Le Rédacteur en chef et Gérant L. BETHUNE.

ANNONCES DU PATRIOTE.

Passage Jouffroy, 16.

CERCLE-CLUB DE LA GARDE NATIONALE, CLUB RÉPUBLICAIN

POUR LA LIBERTÉ DES ÉLECTIONS.

Des séances alternatives de ces deux Clubs ont lieu chaque jour, à huit heures du soir. Les souscripteurs ont toute la journée à leur disposition un salon de lecture, tous les journaux de Paris, des départements et de l'étranger, de vastes galeries, des salons de conversation, des salles de jeu, etc., etc.

Prix de la Souscription, 3 francs.

ON DEMANDE DES CRIEURS :

45, rue Faubourg - Montmartre,
23, rue Transnonain,
4, rue Berlin - Poirée.

Hôtels recommandés.

HOTEL DE BELLE-VUE,
A DEUTZ,

HOTEL NUELLENS.

A AIX-LA-CHAPELLE,
Vis-à-vis la fontaine Élise.

HOTEL DES PRINCES,
A BRUXELLES.

Cet hôtel est situé à proximité des Chemins de fer,
et au centre de la ville.

CHAMBRE, 2 FR. ; TABLE D'HÔTE, 3 FR.

HOTEL DE L'EUROPE,
à Liège.

HOTEL DE FLANDRE,
A SPA (Belgique).

Cet hôtel est l'un des plus anciens du pays, et voit
à chaque saison des eaux augmenter sa clientèle. On
traite de gré à gré avec les familles qui veulent sé-
journer quelque temps.

HOTEL DE RUSSIE,
A FRANCFORT.

HOTEL DE LIÈGE,
à Chaudfontaine,
PRÈS LIÈGE.

M. Henrard, propriétaire de ces deux établisse-
ments, se recommande aux voyageurs par un service
confortable, une bonne table et des prix modérés.

ORGANISATION DU TRAVAIL,

PAR LOUIS BLANC.

Cinquième édition, revue, corrigée et augmentée d'une Polémique entre M. Michel Chevalier et l'auteur, ainsi que d'un appendice indiquant ce qui pourrait être tenté dès à présent. — La première édition a paru en 1839. — PARIS, au Bureau de la Société de l'Industrie fraternelle, 1, rue de la Sorbonne.

MAISON CHAMPROUX,

RUE SAINT-ANTOINE, 31,

Et 76, rue de Bercy, à BERCY.

AUX CONSOMMATEURS.

Placé dans des conditions les plus favorables, je vous soumetts mon CATALOGUE, établi par le cours naturel. Favorisé que je suis par la grande récolte de 1847, je puis vous fixer les meilleurs choix que j'ai faits dans les divers pays vinicoles de la France, à un taux si modéré, que vous serez flatté de pouvoir acheter des Vins vraiment de bonne qualité à des prix infiniment doux.

Les garanties que je donne par écrit de la nature de mes Vins et de la contenance de mes fûts, tels qu'ils vous sont indiqués, sont les preuves de la loyauté que j'apporte dans mes transactions.

On donne du Vin au Magasin, sans bénéfice ou prix coûtant, 40 c. le litre, tous les jours, depuis 3 jusqu'à 6 heures du soir.

On détaille par quarts une bonne quantité de Vins de Bourgogne vieux.

NOUVEAU PRIX-COURANT :

VINS DE BOURGOGNE.				VINS DE BORDEAUX.			
la feuille.				La pièce			
	lit.	f.	c.		lit.	fr.	c.
Joigny 1847.....	136	55	»	Blaye 1847.....	235	100	»
Environ 1846.....	—	60	»	Sainte-Eulalie.....	—	106	»
Auxerre.....	—	70	»	Blaye 1846.....	—	120	»
Coulange.....	—	80	»	Saint-Emilion.....	—	160	»
Joigny 1844.....	—	90	»	Saint-Estèphe.....	—	170	»
Auxerre.....	—	85	»	Pouillac.....	—	180	»
Coulange.....	—	96	»	Saint-Emilion 1844.....	—	200	»
Saint-Jacques.....	—	150	»	Saint-Estèphe.....	—	250	»
VINS DE MACON.				TINS FINS ET SPIRITUEUX.			
la pièce				f. c. f. c. f. c. f. c.			
	lit.	f.	c.				
Bas crus 1847.....	212	400	»	La bouteille.....	50	75	4
Bon ordinaire.....	—	440	»	Bordeaux.....	50	75	4
Fleury 1840.....	—	430	»	Macon.....	50	75	4
Beaujolais 1846.....	—	440	»	Bourgogne.....	40	50	75
— 1844.....	—	160	»	Eaux-de-vie, le lit. 4	4	20	1 50
Fleury 1844.....	—	450	»	Madère et rhum.....	4	50	2
Thorins 1842.....	—	180	»	Vins blancs.....	50	75	4
Beaune 1844.....	—	190	»	Champagn. Kirch. 3	2	25	3 50
				Grenache, Muscat, Frontignan.....	2	2	50

Hôtel du Géant,
A COLOGNE.

HOTEL DU DOMINO.

A BRUXELLES,
TENU PAR CHABOT.
Place de la Monnaie.
Restaurant à toute heure.

PRESSES RÉPUBLICAINES

Pour imprimer soi-même, partout, jusqu'à 50,000 exemplaires, sans caractère d'imprimerie. Ces presses, d'un si facile usage, sont devenues indispensables à chaque club, candidat et commune, etc., pour les professions de foi, affiches, circulaires électorales, etc. Prix, avec l'instruction, tous les accessoires et une jolie boîte à clef, savoir : format de 22 centimètres sur 34 centimètres, 50 fr. ; de 24 c. sur 35, 60 fr. ; de 30 c. sur 44, 90 fr. Ragueneau inventeur, rue du Bouloi, 22. Expédition le jour même, contre mandat sur la poste ou contre remboursement par la diligence. (Affranchir.)

Presses de bureau et de voyage à 45 fr., avec instruction, registre et accessoires, copiant les lettres en une minute. (Dito à 5 et 40 fr.)

45, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE

ENTREPRISE GÉNÉRALE

VOITURES SOUS REMISES.

Cabriolets à 4 et 2 roues, Coupés, Calèches, etc. ; à la Course, à l'Heure, à la Journée, au Mois et à l'Année. Prix au mois, 400 fr. ; à la Journée, dans Paris, 18 fr. ; pour conduire aux spectacles, aux soirées et aller reprendre, 5 fr. ; à l'Heure, 2 fr. ; à la Course, 1 fr. 50.

Cet établissement se recommande par l'élégance confortable de ses voitures. — On peut s'adresser verbalement ou par écrit au directeur de l'établissement (sans affranchir).

On peut compter sur un service exact et une promptitude célérité.

TUNIQUE de Gardes nationales, parfait-40 FR.
SPECIALITÉ : AUX ARMES DE PARIS, 46, rue Croix-des-Petits-Champs, au premier.

ACTE DE SOCIÉTÉ.

Statuts de la Société en commandite pour la publication du PATRIOTE (Avocat du Peuple).

ENTRE :

M. Louis Béthune, homme de lettres, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, 45, d'une part,

Et les personnes qui adhéreront au présent acte en prenant des actions, d'autre part,

Art. 1er. Il est formé une société pour la publication du journal le Patriote (avocat du Peuple), dont M. Béthune est seul gérant responsable.

Art. 2. Elle est en commandite pour tous les actionnaires.

Art. 3. Sa durée est fixée à dix années, qui commencent le

Art. 4. Son siège est provisoirement rue Transnonain, 23.

Art. 5. La raison sociale sera Louis Béthune et comp.

Art. 6. M. Louis Béthune, seul gérant de la société, est aussi le rédacteur en chef du journal.

Art. 7. Le fonds social est fixé à la somme de cinquante mille francs, divisé en cinq mille actions de dix francs chacune. Elles sont au porteur et payable contre remise des titres.

Art. 8. Chaque action donne droit :

1° A une part proportionnelle dans la propriété du journal en cas de liquidation.

2° A une part proportionnelle dans le partage des dividendes.

3° Chaque actionnaire pourra, si bon lui semble, se faire rembourser le montant des titres, actions, en abonnement ou annonces du

journal, c'est-à-dire que les actions seront reçues comme argent à la caisse du journal.

Art. 9. Dans aucun cas l'actionnaire ne peut être passible des pertes de la société que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a versés.

Art. 10. Les héritiers, les créanciers ou ayant-droit quelconque d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, faire apposer aucun scellé, former aucune opposition, exiger aucun inventaire et provoquer aucun partage ou licitation, lors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs et autres incapables ; ils devront, s'en rapporter aux comptes annuels tels qu'ils seront arrêtés par l'assemblée générale.

Art. 11. L'apport de M. Béthune consiste dans la propriété du journal, la clientèle qui lui est déjà acquise et les frais faits pour arriver à sa publication. Cet apport est évalué à la somme de TROIS MILLE FRANCS ; et pour atteindre cette somme il lui est attribué trois cents actions de la société dont il pourra disposer comme tout autre actionnaire, si ce n'est de la moitié qu'il laissera à la souche pour garantie de sa gestion jusqu'à la fin de la société ou jusqu'au moment où il cessera de la gérer.

Art. 12. La société est gérée et administrée par M. L. Béthune, qui nomme à tous emplois ; il choisit les rédacteurs spéciaux, et a dans ses attributions comme gérant le contrôle de la rédaction du journal ; il conclut tous les marchés, traités et conventions qui concernent la société ; il a seul la signature sociale ; mais il ne peut employer que pour les affaires de la société.

Art. 13. M. Béthune, usant de son droit de nommer à tous emplois, se choisit comme étant

les fondateurs avec lui du journal le Patriote, M. Cousin, administrateur de diverses sociétés, demeurant à Paris, rue Transnonain, 21 ; et M. Montalant, propriétaire, membre du conseil d'administration de Compagnie en commandite, pour l'aider dans sa collaboration. Le premier aura le titre de co-gérant ; le second, celui de caissier.

Les traitements du gérant, du co-gérant et du caissier seront déterminés par le comité de surveillance lors de sa première réunion ; seulement le traitement des employés que le gérant croirait utile de prendre serait déterminé par lui selon qu'il les jugerait convenables eu égard aux services que chacun rendrait à l'entreprise.

Art. 14. Il sera fait chaque année, le 1er mai, inventaire des valeurs appartenant à la société, et les bénéfices nets seront partagés entre les actionnaires à titre de dividende.

Art. 15. Les dix premiers actionnaires formeront un comité de surveillance qui sera renouvelé chaque année en assemblée générale, par voie d'élection. Ce comité se réunira tous les trois mois au siège de la société pour vérifier et contrôler les opérations du gérant.

Art. 16. Le gérant présentera son compte de gestion au comité de surveillance dans la première quinzaine de mai, et ce comité en fera son rapport à l'assemblée générale d'actionnaires avant l'expiration de ce même mois.

Les attributions de l'assemblée générale sont d'approuver les comptes du gérant, de voter les dividendes à répartir, d'introduire toute modification dans les présents statuts, de dissoudre ou proroger la société.

En cas de dissolution de la société à l'expiration du terme pour lequel elle est fixée ou de toute autre manière, la liquidation en sera faite ou par le gérant ou par toute autre personne que désignerait l'assemblée d'actionnaires.

Art. 17. Le liquidateur peut de plein droit aliéner, soit à l'amiable, soit aux enchères, tout ce qui compose le fonds social, toucher le prix des aliénations ou ventes, faire tout traité, transactions nécessaires pour réaliser l'actif social et compléter la liquidation dans le plus bref délai.

Art. 18. Toutes difficultés entre le gérant et un ou plusieurs actionnaires seront jugées par arbitres nommés par le président du tribunal de commerce de la Seine.

Art. 19. La société sera définitivement constituée dès que cent actions auront été émises. Les titres ne seront remis au porteur et détachés de la souche que contre le montant de leur valeur, qui sera constaté sur le titre même au moyen d'une estampille. Le transfert s'en fera par la simple tradition du titre.

Art. 20. Un chef de contentieux, versé depuis longues années dans l'esprit des lois sera attaché à l'administration ; il cumulera la qualité de secrétaire général chargé de la rédaction de tous les actes. Aucune question ne pourra être résolue par lui qu'après l'avoir soumise au gérant et à ses collaborateurs.

Art. 21. Pour faire publier, afficher ou disposer au greffe du tribunal de commerce le présent acte, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait ou de l'un des originaux.

Tels sont les présents statuts.
Paris, le...